

Espagne : le gouvernement Rajoy et l'éducation à la citoyenneté

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#), [Jeanne Smits](#)

Date : 4 février 2012

Plusieurs sites francophones ont rendu compte d'une nouvelle décision du gouvernement espagnol qui va dans le sens du détricotage de la culture de mort : le ministre de l'Education, José Ignacio Wert, a annoncé le remplacement du programme d'« Education à la citoyenneté » (EpC) par un programme d'éducation civique et constitutionnelle. (Article le plus complet [ici](#).) Cette initiative suit de près la décision du même gouvernement de revenir sur quelques-unes des mesures de la loi d'avortement : l'avortement sans consentement parental pour les mineures ou le droit absolu à l'avortement pendant le premier trimestre de grossesse.

Il faut le souligner, ces décisions n'auraient pas été prises sans une mobilisation courageuse et exemplaire des parents et des gens de bonne volonté, soutenus par la hiérarchie catholique.

Preuve que le changement pour le bien est possible...

L'EpC, mise en place en 2006 par le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero, rend obligatoire l'enseignement de thèmes orientés aussi bien dans le domaine politique et économique – avec un fort penchant anti-capitaliste, gauchiste, anti-patrons – que dans le domaine spirituel puisqu'elle prône un laïcisme sectaire, et moral, avec une « éducation sexuelle » favorable à la licence absolue, quand elle n'est pas carrément pornographique, et qualifiant l'avortement de « droit ». Bien entendu, l'idéologie du genre est au rendez-vous et sous-tend le tout.

A la différence de ce qui se passe en France, donc, au lieu d'être diffuse, éclatée parmi les différentes matières, l'EpC fournit une sorte de concentré à la fois plus facile à identifier et plus facile à faire combattre, comme en témoignent les prises de position nettes de bien des évêques et les différentes démarches entreprises pour en finir avec elle.

C'est la force de ces Espagnols s'opposant à l'invasion de la culture de mort qui a eu raison du programme – dans un contexte où la plupart des lois de mort sont en pratique irréversibles en Europe occidentale, quel que soit le parti aux affaires – l'action des centaines de milliers de personnes descendues dans la rue pour la défense de la famille et des biens qui en sont indissociables n'étant pas dissociable des résultats électoraux qui ont porté Mariano Rajoy au poste de Premier ministre.

Des milliers de parents espagnols se sont courageusement opposés à l'EpC en refusant que leurs enfants assistent aux cours en question, souvent en acceptant d'aller devant les tribunaux pour faire reconnaître leur droit ; sur la question, une affaire est aussi pendante devant la Cour

européenne des droits de l'homme.

La rapidité avec laquelle l'équipe de Mariano Rajoy a accepté de remettre en cause ce programme scolaire est à la fois satisfaisant et inquiétant, selon des sources espagnoles : nul ne sait encore quel sera exactement le contenu de l'éducation civique et constitutionnelle, et la manœuvre peut viser à endormir les milieux de défense et de la vie, qui est pourtant loin, très loin, d'avoir obtenu le démantèlement de toutes les lois d'ingénierie sociale inventées par l'équipe Zapatero.

La loi d'avortement, qu'on n'envisage pas d'abroger dans son ensemble, est un exemple. Mais il y a aussi le mariage homosexuel, le divorce express, les modifications de l'état civil pour le rendre compatible avec l'idéologie du genre...

L'une des principales forces d'opposition à l'EpC, aux côtés notamment de *Profesionales por la Ética*, est la « plateforme citoyenne » [HazteOir](#) qui a largement contribué à mettre les thèmes du respect de la vie et de la famille au premier plan de la vie politique et à permettre une mobilisation concertée.

Alors que ces thèmes sont pour le moins pris en compte par le pouvoir – une victoire majeure, quelle que soit son étendue que nous ne pourrions évaluer que dans quelques mois – une campagne de dénigrement s'abat sur *HazteOir*, l'accusant d'être financée et manipulée (tout comme une part de la Conférence épiscopale) par une obscure secte mexicaine, *El Yunque*. Intégriste, paramilitaire, pratiquant la mise sous tutelle mentale des adolescents, la « secte » mérite décidément tous les quolibets à la fois – j'allais oublier qu'elle est aussi accusée de haïr les homosexuels et les juifs et d'être nazie, sans quoi rien de tout cela ne paraîtrait sérieux... Ce genre d'accusations, ça nous connaît. Elle permettent commodément de rejeter les adversaires sans surtout les entendre...

Ignacio Arsuaga, le dynamique patron de [HazteOir](#), rejette évidemment toutes ces accusations dans une interview publiée vendredi par [InfoCatolica](#) comme « délirantes ». Arsuaga entend poursuivre la « diffamation » mais il dénonce également une certaine tendance hostile aux pro-vie qui s'active aussi au PP, le parti populaire de Rajoy :

« Il y a quelques groupes de gauche qui œuvrent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du PP, s'activant pour obtenir que la rébellion civique qui s'est éveillée pendant les années du zapatérisme disparaisse et n'ennuie pas la classe politique. Rappelons-nous les paroles de Jesus de Polanco, alors président du groupe Prisa : « S'il y avait une droite moderne et laïque, nous la soutiendrions, c'est ce qui nous manque. » Pour certains, *HazteOir.org* est un obstacle qui empêche la mise en place de ce modèle de droite progressiste-laïciste sur lequel ils veulent dessiner un nouveau Partido Popular. »